

- **Nom**
Versini
- **Prénom**
Claire
- **Adresse**
18 rue de Londres, 75009 Paris
- **Raison sociale**
Institut Jacques Delors

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultation citoyenne transfrontalière sur l'Europe
- **Description de l'activité**
L'événement « Consultation citoyenne transfrontalière sur l'Europe » du 25 octobre 2018 à Haguenau a été pensé comme une consultation citoyenne transfrontalière, composante d'un cycle de consultations co-organisé par la Mission Opérationnelle Transfrontalière, l'Institut Jacques Delors, et leurs partenaires locaux.
C'est à l'invitation du député Vincent Thiébaud que cette consultation a pu avoir lieu à Haguenau et toucher ainsi les citoyens de la région transfrontalière franco-allemande, sans que ce dialogue citoyen n'ait lieu à Strasbourg, souvent considéré comme le poumon européen français, et afin de toucher les citoyens plus éloignés de cette ville qui abrite le Parlement européen.
Une centaine de citoyens et citoyennes se sont mobilisés pour venir s'exprimer sur leur vécu quotidien de la frontière et de la libre-circulation permise par l'Europe, ainsi que sur leurs attentes et ambitions pour la coopération transfrontalière et européenne demain.
La soirée était animée par Kai LITTMANN, eurojournaliste. Après une courte introduction de la part du Maire de Haguenau, Claude STURNI, et du député Vincent THIEBAUT, le contexte des consultations citoyennes et de la manière dont les décisions sont prises par les institutions européennes a été évoqué par Claire VERSINI afin que les participants puissent mieux cerner l'objectif et le cadre dans lequel s'inscrivait la consultation. Une courte introduction des experts (Emilie MAGDALINKSI,

Martine MERIGEAU, André NIESS et Peter CLEIß) a permis d'amorcer la discussion sur les grands enjeux transfrontaliers et européens sur les thématiques de la transition énergétique, des transports et des droits des consommateurs européens, de l'éducation et de la formation.

Les participants ont ensuite été amenés à se répartir dans des ateliers participatifs les invitant à identifier les défis dont ils souhaiteraient que l'Europe se saisisse dans chacun de ces trois domaines, avant d'élaborer ensemble des propositions pour y répondre.

Vous trouverez dans la synthèse qui suit l'ensemble des problématiques soulevées par les citoyens, les propositions formulées, ainsi que les réactions et conclusions qui ont pu en être tirées par Rémi BERTRAND, Alexandra LAFONT, Hervé MORITZ, Nawel RAFIK-ELMRINI, et Jacqueline RIEDINGER-BALZER.

- **Date et heure**

25 octobre 2018 19h45 > 22h30

- **Lieu**

Salle des corporations, 2 rue du Houblon, 67500 Haguenau

- **Nombre de participants**

100

- **Catégories de publics présents**

Citoyens de la région de Haguenau; élus locaux; experts locaux, nationaux et européens des questions énergétiques, d'éducation, de formation, d'apprentissage et des problématiques transfrontalières

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Rémi BERTRAND - Président de l'Eurodistrict ; PAMINA ; Peter CLEIß - Directeur des écoles professionnelles à Kehl fondateur de l'Association LINKFRADE ; Alexandra LAFONT - Chargée de mission auprès de la MOT ; Kai LITTMANN – eurojournaliste ; Emilie MAGDALINKSI – Chercheuse sur les questions énergétiques et européennes à l'Institut Jacques Delors ; Martine MERIGEAU - Directrice du Centre européen de la consommation ; Hervé MORITZ - Président des Jeunes Européens - France ; André NIESS - Représentant de la FNAUT et Président de l'Association de Défense et de Promotion de la ligne Haguenau-Wissembourg ; Nawel RAFIK-ELMRINI - Adjointe au maire de Strasbourg en charge des affaires européennes et

internationales ; Jacqueline RIEDINGER-BALZER - Présidente de la Fédération des bouchers-charcutiers et traiteurs d'Alsace ; Claude STURNI - Maire de Haguenau, Vincent THIEBAUT – député ; Claire VERSINI - Cheffe de développement et responsable des activités pédagogiques et citoyennes de l'Institut Jacques Delors

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - Transition énergétique
 - Transfrontalier
 - Education
 - Formation
 - Apprentissage
 - Mobilité
 - Langues
 - Transports
 - Logements
 - Communication & information
 - Santé

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 - Les langues étrangères ne sont pas assez apprises ou maîtrisées alors qu'elles constituent un facteur majeur de professionnalisation et d'ouverture à l'autre et permettent de favoriser la mobilité européenne.
 - L'absence de référentiels communs et de reconnaissance des compétences et diplômes acquis dans un autre pays de l'UE est un frein à la mobilité des jeunes en Europe, tout comme le fait que le diplôme soit la seule validation de compétences reconnue dans certains pays.
 - Redorer le blason de l'apprentissage est un défi pour l'UE qui doit savoir valoriser ces formations professionnalisantes, facilitant l'insertion des jeunes sur le marché du travail.
 - Les freins à la mobilité des jeunes sont encore trop nombreux (peur de l'inconnu, barrière de la langue, réticences des familles, financements, accompagnement des personnes en situation de handicap...) alors que la mobilité constitue un atout, notamment pour leur insertion dans l'emploi.
 - La mobilité sur les frontières, notamment la frontière franco-allemande, est freinée par des considérations logistiques liées au logement et aux transports.
 - Le manque de transports ferroviaires ne permet pas autant d'échanges économiques, sociaux, culturels sur le territoire de l'eurodistrict PAMINA que le potentiel qu'il présente.
 - La question du logement se pose notamment pour la mobilité des citoyens qui viennent se former de l'autre côté de la frontière.
 - De nombreuses initiatives existent au niveau transfrontalier comme européen, mais sont peu connues et peu ou mal utilisées.

- Le citoyen se perd dans les compétences des organes transfrontaliers, des autorités locales, nationales et européennes... L'harmonisation des normes demeure un enjeu primordial pour les échanges transfrontaliers.
- Dans le bassin de vie transfrontalier se posent des questions d'uniformisation et d'amélioration de la prise en charge de part et d'autre de la frontière ; d'efficacité de la carte européenne de santé ; de campagnes de prévention communes ; et de prise en charge des seniors.
- Nos modes de vie ne sont pas soutenables en termes de pollution et de consommation des ressources, il y a un besoin de concilier des modèles européens antithétiques (tout nucléaire vs. tout renouvelables).
- La concurrence entre pays européens à cause des différences fiscales sur le carburant pose également problème. Enfin, a été évoqué le besoin de bien réfléchir à la manière dont il est souhaitable de faire la transition, afin d'éviter les fausses solutions (batteries pour véhicules électriques qui consomment beaucoup de ressources rares, etc.)

- **Pistes de proposition formulées**

- Plus de cours de langues et plus tôt
- Des jumelages encourageant échanges et mobilités
- Mobilité de classes afin que les dispositifs qui existent soient le plus étendus et égalitaires possible
- Des intervenants en langues mieux formés
- Des professeurs formés en langues afin de faire de l'apprentissage des langues un apprentissage transdisciplinaire
- Plus de moyens pour étendre les classes bilingues à toutes et à tous
- Encourager les initiatives binationales pour favoriser l'apprentissage de la langue du voisin
- Développer un référentiel commun dans l'ensemble des domaines d'études et harmoniser les rythmes d'étude en Europe pour permettre des mobilités qui s'intègrent au mieux dans les formations de chacun.
- Rendre la mobilité possible à grande échelle pour les apprentis, afin que ces derniers puissent se diriger vers ces filières sans se sentir lésés par rapport aux formations généralistes
- Rapprochement des chambres des métiers de différents pays
- Création d'écoles professionnelles binationales
- Renforcer la communication sur Erasmus Pro, un programme à mieux financer pour en élargir le public ;
- Toucher et accompagner les familles : réunions d'informations sur la mobilité ; toucher les associations de parents d'élèves
- Simplification des dossiers administratifs
- Harmoniser les rythmes éducatifs et de formation entre pays, pour que la mobilité soit pertinente et faisable au même moment dans plusieurs pays, afin de favoriser les échanges
- Financer plus de classes bilingues, et notamment des encadrants
- Accompagner les familles qui accueillent des jeunes lors d'échanges
- Élargir les dispositifs handischool à toute l'Europe et favoriser la mobilité au sein de ce dispositif

- Financement européen pour construire des lignes ferroviaires entre la France et l'Allemagne
- Proposer de nouvelles formes de logement : colocation coachée ; accueil en familles
- Harmoniser et renforcer les communications transfrontalières pour favoriser les échanges d'information de part et d'autre de la frontière
- Démocratiser et étendre les diplômes binationaux
- Mettre en place un système commun d'apprentissage de langues avec une validation des acquis obligatoire et selon des critères communs.
- Prendre en compte la dimension spécifique du bassin de vie transfrontalier, afin d'harmoniser les normes de part et d'autre de la frontière. Faire des zones transfrontalières un laboratoire d'expérimentation réglementaire.
- Valoriser les métiers d'aide à la personne et favoriser leur mobilité de part et d'autre de la frontière
- Proposer des activités de prévention accessibles à toutes et à tous
- Création d'un établissement public de santé transfrontalier par le biais d'instruments juridiques bilatéraux ou européens
- Contrôles de l'UE sur le respect des engagements des Etats sur la transition énergétique
- Nécessaire solidarité européenne pour porter une voix commune dans un contexte de concurrence économique mondiale
- Des financements pour un laboratoire européen de recherche sur les énergies décarbonées (sources d'énergies renouvelables qui consomment moins de matières premières, fission nucléaire)
- Renforcer le dialogue entre Etats membres sur le mix énergétique européen pour éviter les effets de bord
- Inciter les entreprises à produire mieux : moindre pollution et consommation des ressources ; augmenter la durée de vie des produits contre l'obsolescence programmée
- Développer la maîtrise des consommations en mesurant plus et mieux nos consommations : utiliser le big data, harmoniser nos systèmes de mesures européens, définir un référentiel standardisé par types d'unités de consommation, dialogue avec les acteurs pour les sensibiliser sur cette base
- Inciter aux changements de comportements :
 - Responsabiliser les acteurs économiques et les consommateurs, de l'incitation à la sanction (bonus-malus) : Moins taxer les comportements positifs (panneaux solaires, utilisation du vélo, ...) et davantage taxer les entreprises, notamment les grands groupes (suremballages plastiques, faire payer aux marchandises importées le coût de leur impact écologique lié au transport).
- Transports : Favoriser les déplacements à vélo (infrastructures, incitations financières) ; et le covoiturage (lieux, moyens de communication) ; rendre le train moins cher que l'avion ; harmoniser les taxes sur le carburant au niveau européen ; créer une réglementation commune sur le droit à circuler des automobiles ; taxer les transports qui ne sont pas durables ; investir dans le ferroutage
- Développer une Europe innovante et donc leader de la transition

énergétique

- Structuration d'un champion européen de la transition énergétique (sur le modèle d'Ariane)
- Un laboratoire européen et un plan européen d'investissement pour les transports durables et la transition du modèle énergétique : un Green New Deal grâce à la BEI et à la BCE (eurobonds)

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Les échanges entre les citoyens et avec les experts sur les thématiques abordées ont mis en lumière que les citoyens présents souhaitaient dans leur ensemble plus d'Europe sur les sujets qui les touchent au quotidien – la protection du consommateur, les transports, la santé, l'éducation et la formation – mais aussi une Europe qui se positionne dans le monde pour défendre certaines valeurs – la protection sociale, la préservation des ressources naturelles, l'innovation.

Ils se sont exprimés pour une Europe moins technocratique, plus politique, avec un projet européen renouvelé pour intéresser davantage les citoyens. L'Europe doit proposer des projets concrets et lever les obstacles qui entravent la vie des populations, notamment sur les frontières.

D'autre part, les débats ont fait ressortir la nécessité que les citoyens s'impliquent dans la vie politique et l'avenir de l'Europe. Il s'agit de reprendre le temps d'écouter les citoyens et leur permettre de se saisir de l'Europe, d'en refaire un enjeu politique et citoyen.

Nous sommes très heureux de la participation de l'ensemble des citoyens qui ont pris part à cette consultation citoyenne transfrontalière sur l'Europe et les remercions pour leurs contributions éclairantes et créatives !